

LIEUTENANT-GÉNÉRAL (RET.) ROMEO DALLAIRE

Nous vivons dans une ère riche en possibilités de faire progresser la race humaine. C'est également une ère très dangereuse parce que nous risquons de reculer jusqu'à une période d'oppression - même au sein des États démocratiques - alors que nous fermons les frontières et essayons d'éliminer certains éléments de notre pays. Notamment, nous, en tant que nation d'immigrants, pourrions déclencher un processus qui ne mènera à rien de bon et qui nous donnera l'impression de vivre dans un climat d'insécurité où nous développerons le syndrome de la forteresse assiégée. Ce dénouement est tout à fait possible.

Je vais essayer d'aborder les différents thèmes d'orientation dont vous allez faire l'examen - soit la sécurité mondiale, les dimensions économiques, la politique environnementale et, bien sûr, la gestion publique mondiale - en utilisant une base d'information expérientielle plutôt que théorique.

J'utiliserai la période de l'après-guerre froide en guise de point de départ pour les décennies suivantes. Cette période a donné aux Canadiens quatre révolutions, que le reste du monde a vécues à différents niveaux d'intensité.

1. Une révolution dans le règlement des conflits:

En premier lieu, il y a eu une révolution dans le tout le concept des conflits et de la guerre. Nous avons connu une pause avec la guerre du Golfe, qui a prouvé temporairement que toutes nos théories sur la guerre froide fonctionnaient bien et qui a été une guerre classique utilisant tous les systèmes d'armes perfectionnés qui avaient été développés durant cette période. Cependant, la guerre du Golfe a été un instrument exceptionnel et inhabituel de règlement de conflit; au cours des dix dernières années, nous nous sommes trouvés dans des situations beaucoup plus complexes ayant beaucoup plus de paramètres que la guerre classique. Bien que bon nombre d'intervenants de la guerre froide (qui voulaient se raccrocher à tous les instruments de la guerre froide au lieu de s'y adapter) y aient résisté, ce scénario est celui de la résolution de conflits. Nous ne participons même pas au maintien de la paix comme tel; plutôt, nous sommes engagés dans la résolution de conflit à plus long terme, essayant de créer une situation de stabilité et de développement dans des pays qui, dans les 150 dernières années, ont été sous le joug colonial et sous l'influence d'autres personnes.

À l'époque du colonialisme, nous sommes allés dans plusieurs de ces pays, et nous les avons remaniés à neuf, souvent sans tenir compte des gens, mais toujours très conscients

de leurs ressources et de leur importance géographique. Nous accordions normalement notre appui à un groupe, parmi ces nations, qui semblait exercer un certain contrôle, même s'il s'agissait d'un groupe minoritaire, ou même un groupe abusif, dans le but de tirer avantage de ces empires coloniaux et de leurs ressources. Puis, lorsque les conflits avec les puissances coloniales ont commencé en Inde pour ensuite s'étendre en Afrique à la fin des années 1950 et au début des années 1960, nous avons découvert que ces gens ne gouvernaient pas automatiquement d'une manière démocratique et qu'ils ne pouvaient pas développer leurs propres capacités et leur propre conscience en tant que pays. Plutôt, les liens avec eux ont été coupés dans le cadre de la guerre froide, où, en un certain nombre d'occasions, l'une ou l'autre des superpuissances a désigné certaines personnes très désagréables pour les prendre en charge. Ces personnes désagréables ont exercé un contrôle dans ces régions, alors que nous avons continué de poser des gestes rigoureux pour préserver la balance des pouvoirs et éviter un scénario nucléaire en Europe.

Puis, en 1989, nous avons soudainement modifié notre comportement envers plusieurs de ces pays, en leur disant : « Dorénavant, nous n'aurons plus besoin de vous; alors, pourquoi ne vous débrouillez-vous pas seuls? » Et c'est exactement ce qu'ils font, avec parfois des effets désastreux. Le résultat a été une prolifération de conflits, et des pays implosifs qui tentent d'avoir prise sur une forme de démocratie adaptée à leur culture. En essayant d'apporter un certain niveau de stabilité et de soutien - sans que ce soit dans leur intérêt, sans leur offrir la protection de qui que ce soit, mais un soutien quand même - nous avons découvert qu'il existe un savoir-faire entièrement différent des habiletés classiques que nous avons utilisées par le passé en matière de sécurité. En fait, dans le monde occidental, nous sommes passés à un rôle fondamentalement nouveau en ce qui a trait à l'utilisation de la force.

Le Traité de Westphalie existe toujours, et les militaires sont là pour défendre les frontières d'une nation-État et ses intérêts à l'étranger. Le triumvirat gouvernement-citoyens-militaires existe toujours. Il s'agit là d'un rôle que nous croyons encore incomber à nos forces armées, et d'une arène à laquelle participera notre corps diplomatique, c'est-à-dire faire tout ce qui est possible pour éviter la guerre, mais, s'il est essentiel d'entrer en guerre, envisager que la défense d'une nation soit confiée aux militaires et se fasse par le biais de la mobilisation.

Cependant, quelque chose d'autre s'est produit subrepticement pendant les années 1990, quelque chose que l'on appelle des conflits. Auparavant, vous aviez la guerre, ou les préparatifs de la guerre froide, et vous aviez la paix, le maintien de la paix; entre ces deux pôles, très peu d'interventions se sont produites en ayant essentiellement recours à la force. L'opération au Congo a été une telle intervention, et Chypre en a été une autre lors de l'éclatement de 1974; mais à l'OTAN et pour les forces militaires du monde occidental, il n'y avait rien là. Il vous fallait vous entraîner pour la guerre, et quelles que soient les compétences que vous aviez acquises dans ce contexte, vous n'aviez qu'à les ramener au niveau du maintien de la paix dans le sens classique du chapitre 6 [de la Charte des Nations Unies]. Les deux parties sont fatiguées de se combattre mutuellement, elles sont dans leurs tranchées et elles ont besoin d'une quelconque forme de méprise crédible dans la mise en œuvre de leurs traités de paix.

Eh bien, au milieu des années 1990, toute cette zone médiane a été riche en conflits. Et il devient nécessaire d'élaborer une toute nouvelle échelle dans l'utilisation de la force ainsi que dans l'utilisation des habiletés diplomatiques et des instruments humanitaires. Pourtant, dans cette zone médiane, nous avons, au cours de la dernière décennie, soit fourni des réponses *ad hoc*, soit effectué beaucoup de formation sur place. Nous essayions simplement d'adapter les méthodes de la guerre froide à la résolution de conflits et à une implication complexe à long terme dans des pays qui avaient besoin d'être soutenus par une diversité d'instruments et non pas seulement par la force, dans le but de leur permettre de faire des progrès. Je parle ici des dimensions diplomatique, politique et humanitaire de la tâche, de la sécurité, des forces militaires, des forces policières et de la restructuration économique de ces pays. L'implication en est une de développement du pays et de connexion avec un certain nombre d'organisations mondiales, dans le but de mettre sur pied un semblant de plan à l'appui de ceux et celles qui cherchent à apporter la stabilité à leur pays, aidant, en fait, les modérés dans plusieurs cas. Nous nous sommes rendus compte de nos carences en ce qui a trait aux habiletés requises dans toutes ces dimensions. Dans les années 1990, nous avons été hésitants, essayant diverses interventions, connaissant parfois le succès, parfois l'échec, et tâchant d'apprendre des leçons. Eh bien, ce nouveau rôle qui consiste à utiliser toutes nos capacités en tant que pays dans la résolution de conflits est ici pour rester. L'époque du pays lui-même en paix mais dont les diplomates, les travailleurs humanitaires ainsi que les forces militaires et policières se trouvent dans des zones de guerre est ici pour rester. Au plan politique, il est très difficile pour un pays d'entretenir de telles ambitions altruistes et d'accuser des pertes en même temps.

Au cours de la dernière décennie, nous sommes allés dans ces pays, dans un effort pour leur offrir le soutien dont ils ont besoin, en se conformant au respect des droits de la personne et à des valeurs morales, soulignant peut-être l'aspect judéo-chrétien que nous, dans le monde occidental, avons observé pendant des siècles. Maintenant, nous avons recours à la force dans notre volonté de poursuivre de telles idéologies plutôt que de défendre le pays. Nous avons découvert que nos forces militaires ainsi qu'un certain nombre des structures ne sont pas adaptées à ce travail très différent. Dans le cadre de la réforme désormais entreprise dans les forces militaires pour gérer cette révolution des opérations dans les zones de conflit et de catastrophes humanitaires, nous découvrons qu'il nous faut perfectionner nos gens dans des domaines comme l'anthropologie, la philosophie et la sociologie. Ceci, nous l'espérons, les aidera à comprendre la complexité des situations auxquelles ils sont confrontés et à constituer une « valeur ajoutée » plutôt que de se contenter d'agir à titre de gardiens pour les deux prochaines années. Cette nouvelle époque exige également une implication à long terme. Tout comme pour le développement, vous ne pouvez en arriver à une solution dans une période de deux ou trois années. Vous ne pouvez réaliser l'objectif de donner aux modérés une marge de manœuvre et de compréhension des processus de gouvernement pour que ces pays fassent des progrès si vous ne comptez être là que pendant [seulement] trois années.

Mon mandat [au Rwanda] était d'une durée de deux ans. Les pressions exercées par les négociations et par les tentatives de résoudre les problèmes ont été telles qu'elles ont miné ce mandat. Si vous allez dans ces pays aujourd'hui, vous en avez pour quarante,

peut-être même soixante ans. Vous devez formuler un plan intégré - pas un plan militaire, pas un plan humanitaire, pas un plan diplomatique. Pour ce faire, il vous faut disposer de gens dotés de compétences et de disciplines multiples, alors que l'utilisation des différentes compétences et disciplines variera au fur et à mesure qu'évoluera cette tentative de stabilisation d'un pays et de réduction des conflits. Ceci nécessite un tout nouvel ensemble d'outils.

Voici un exemple : une petite ONG tentait de sauver des vies au Rwanda pendant le génocide. Ils disposaient d'une tente de la grandeur de la pièce où nous nous trouvons aujourd'hui. Quelques médecins et infirmiers/infirmières se dévouaient corps et âme, alors qu'à l'entrée de la tente, des centaines et des centaines de Rwandais attendaient, debout ou couchés, qu'on s'occupe d'eux. Le Canada, l'Australie et la Grande-Bretagne avaient envoyé de gros hôpitaux militaires de campagne - nous parlons ici d'hôpitaux qui peuvent soigner 500 blessés par jour. Toujours est-il que ces médecins, ces infirmiers/infirmières et ces aides portaient l'uniforme et affichaient une grosse croix rouge. On est allé voir cette ONG et on leur a dit : « Écoutez, nous pouvons nous occuper de votre triage. Nous pouvons transporter certaines de ces personnes par ambulance à l'hôpital. Nous pouvons vous aider à faire un meilleur travail. » Et ils ont tout bonnement été expulsés de la tente. On les a expulsés en raison d'une philosophie de neutralité encore courante : « En tant qu'ONG, nous ne pouvons travailler avec les forces militaires, parce que notre intégrité sera compromise. Nous laisserons mourir des centaines de gens, mais il ne faut pas que notre intégrité soit compromise. » Cette base de neutralité est révolue, et, de nos jours, elle est même perverse. Nous devons accepter la transparence, cela va de soi. Mais, après avoir travaillé dans ce domaine et mené certaines recherches, je suis d'avis que nous nous appuyons sur tous les mauvais principes en essayant de résoudre bon nombre de ces conflits.

Notre intervention est nécessaire. Nous sommes une puissance moyenne qui maîtrisons la technologie et disposons d'une morale du travail et d'une croyance en des valeurs fondamentales. Nous n'avons aucun passé de colonialisme, à part la destruction de nos Premières nations, qui, dans plusieurs cas, se poursuit - quelque chose qu'il ne nous faut pas oublier. Nous pouvons faire figure de leader dans ce nouveau domaine de la résolution des conflits, mais nous devons le faire à l'aide d'outils nouveaux. Il nous faut nous débarrasser des pratiques *ad hoc* que nous avons utilisées ces dix dernières années, et bâtir une toute nouvelle base conceptuelle de ce en quoi consistent les solutions à ces mandats complexes. Méfiez-vous de tout général qui vous dit : « Nous devons éviter de nous impliquer dans ces missions jusqu'à ce qu'il existe des stratégies de sortie claires, des missions claires avec des verbes d'action clairs comme ceux que nous avons à l'OTAN. » Nous avons passé cinquante ans à nous assurer que tout le monde [à l'OTAN] connaisse la signification du mot « attaque » ou celle de « retrait » et de « défense ». Nous nous trouvons maintenant dans une période d'instructions et de mandats vastes et imprécis comme « établissez une atmosphère de sécurité »! Cela veut-il dire « pendant que la démobilisation se produit, et il me faudra défendre le pays si un autre pays décide d'attaquer »? Est-ce que cela signifie que je prends en charge toutes les dimensions de la sécurité? Ou est-ce que cela signifie que je me contente de soutenir les forces policières?

De soutenir ces forces armées? D'agir en tant que tampon? Que veut-on dire par « établir une atmosphère de sécurité »? Nous n'avons même pas la définition des verbes d'action.

Donc, il est nécessaire d'établir une toute nouvelle base doctrinale et conceptuelle, car les missions ne se dérouleront pas de manière routinière, et les mandats ne seront pas faciles à identifier et à mettre en œuvre. Prenez par exemple le nombre de mandats modifiés et de résolutions nouvelles qu'on a connus pendant la campagne yougoslave. Les troupes ne pouvaient arriver à suivre le cours des événements de chaque semaine au plan politique. Pourquoi sommes-nous toujours surpris lorsque nous mettons en œuvre ce que nous croyons être la solution, seulement pour nous apercevoir que l'une des deux parties s'est débrouillée pour trouver un nouveau débouché? Avons-nous vraiment réfléchi à ces arènes complexes de conflit et imaginé des moyens innovateurs d'anticiper les problèmes lorsque nous évoluons dans un climat d'ambiguïté? (Pouvez-vous vous imaginer) des militaires évoluant dans un climat d'ambiguïté? Pour le corps diplomatique, pas de problème! Mais pour un soldat, c'est un peu plus compliqué : « Vers qui, au juste, suis-je supposé diriger mon arme? »

Ce que nous avons vu récemment (dans les attentats contre New York et Washington) n'était pas imprévisible. Bon nombre de documents ont été produits et beaucoup de travail a été fait au sujet des menaces asymétriques proférées à l'endroit du monde occidental. Peut-être cette forme d'attaque nous a-t-elle pris par surprise, mais pas l'objectif. L'attaque ne correspondait pas à notre manière habituelle de faire les choses. Au Canada, nos forces militaires sont restreintes parce que nous prenons le risque de les utiliser uniquement dans l'éventualité d'une guerre. Les résultats de ce risque que nous avons pris se font maintenant sentir. Pourquoi sommes-nous pris au dépourvu, plutôt que d'avoir élaboré des plans intégrés en vue de cette nouvelle arène de conflit? Nous vivons une crise parce que nous n'avons pas anticipé cette crise et n'avons pas élaboré de solutions à cette menace. Il importe peu de savoir jusqu'à quel point la solution trouvée peut résoudre efficacement une crise - et il s'agit rarement de la bonne solution, car nous avons tendance à en faire trop ou pas assez. Ce qui importe, c'est que cette crise à elle seule ait créé de l'insécurité, ait créé un manque de confiance, ait créé une atmosphère où les gens regardent derrière leur épaule. Ce n'est pas là une bonne manière de diriger. Ce n'est pas là la manière de faire progresser un pays. Vous ne pouvez y arriver par la seule gestion de crises, parce que, quelle que soit la solution, vous aurez « perdu des plumes » du simple fait d'avoir permis que la crise se produise.

Nous sommes entrés dans une nouvelle ère où les conflits constituent la norme et où l'utilisation de la force sous différentes formes ainsi que son intégration au travail humanitaire et aux différents efforts diplomatiques nécessitent l'élaboration d'un nouvel ensemble de règlements et d'outils. Nous ne pouvons vivre la prochaine décennie et au-delà avec la même attitude que par le passé, soit celle du « essayons ceci, et essayons cela, dans l'espoir que ça fonctionne ».

2. Une révolution dans la gestion des ressources:

Nous avons maintenant vécu une révolution dans les ressources, ou dans la gestion des ressources. Dans la justification de l'utilisation des ressources entre les pays et envers leurs peuples, nous avons découvert un problème d'envergure dans la gestion des ressources à l'échelle mondiale. Si nous croyons que tous les êtres humains sont humains et si nous acceptons que certains d'entre eux ne sont pas plus humains que d'autres, alors nous devons également vouloir que la proportion de 80 pour cent d'entre eux qui sont près ou qui se situent en-dessous du seuil de la pauvreté atteignent un certain niveau où ils pourront vraiment vivre comme des humains, et où ils pourront répondre aux attentes de leurs enfants et à leurs propres attentes dans l'espoir d'une vie meilleure. Cependant, si ceux qui font partie des 20 pour cent qui restent continuent d'épuiser les ressources, continuent de se conformer à des politiques qui réduisent les ressources fondamentales mondiales, alors sommes-nous vraiment engagés à engager la race humaine sur une base plus équitable, à tirer les gens de la pauvreté?

J'ai bien peur que nous leur donnions certaines occasions de s'engager sur la voie du développement, pour ensuite leur dire qu'il ne reste plus rien pour leur progrès, parce que nous avons utilisé toutes les ressources. Nous pourrions même leur dire : « Nous voulons vous assujettir à des contrôles à mesure que vous évoluez à travers les différentes révolutions industrielles, de manière à freiner l'augmentation de la pollution. ». Il nous faut une révolution dans la justification de la gestion des ressources, et ce, non seulement à l'échelle nationale, mais également à l'échelle mondiale. Vous ne pouvez pas, d'une part, contribuer à l'aide au développement, tout en sachant que, d'autre part, il ne restera plus rien pour ces gens au bout du chemin. À ce jour, nous n'avons pas eu de résultats positifs dans le cadre de cette révolution, et certainement pas au cours de la dernière année, alors que les puissances mondiales continuent de placer l'intérêt personnel avant les besoins de l'humanité. Les puissances mondiales sont guidées par l'intérêt personnel, elles ne sont pas guidées - comme le sont des pays comme le nôtre - par un idéal humain supérieur.

Il existe des pays en développement qui exhortent notre pays à jouer un rôle de leader mondial en matière de résolution de conflits, de réponses humaines logiques et de respect de la vie humaine; à faire figure de proue, en fait, dans la proclamation que chaque être humain est humain. Un jour, un officier d'état-major d'une grande nation s'est présenté à mon quartier général [à Kigali], environ trois semaines après le début du génocide. Il a commencé à poser des questions telles que : « Combien de Rwandais ont été tués hier? Combien ont été tués la semaine dernière? D'après vous, combien d'entre eux seront tués aujourd'hui? Combien au cours de la semaine prochaine, des trois prochaines semaines? » Et mes officiers d'état-major, les quelques Canadiens qui s'étaient rendus sur place, étaient tellement révoltés par cette personne qu'ils l'ont traîné dans mon bureau. Il m'a expliqué ce qu'il faisait et m'a demandé d'acquiescer à son intervention. Je lui ai demandé : « Quel est le but de ces questions? » Et le but était celui-ci : il avait été envoyé pour mener une évaluation du risque, le risque étant que cette nation croyait pouvoir accepter un soldat blessé ou tué pour chaque tranche de 85 000 Rwandais morts. Il exprimait la crainte de son pays face aux victimes, la crainte de son pays face à l'implication, l'intérêt personnel de son pays. Le Rwanda n'apparaît sur l'écran radar de personne.

Toujours au Rwanda, il y a quelque 320 gorilles des montagnes dans la zone montagneuse du nord-ouest. Il s'agit d'une espèce menacée - rappelez-vous le film *Gorilles dans la brume*, l'histoire de Dian Fossey qui a été tuée pendant son travail là-bas. Aujourd'hui encore, je crois que si un groupe décidait d'aller exterminer ces gorilles, les protestations seraient plus grandes et l'implication de la communauté internationale serait plus importante que lorsque des dizaines de milliers de gens ont été massacrés chaque jour dans ce même pays.

Le Canada est inconfortable face à ces attitudes. Nous éprouvons des difficultés lorsque, au bulletin de nouvelles, on nous apprend que l'un de nous est maltraité par le système judiciaire, et nous sommes prêts à mobiliser toutes sortes de ressources pour appuyer cette personne. Je suis fier et heureux que les choses soient ainsi. Cependant, dans le même bulletin de nouvelles, nous voyons des Rwandais et d'autres qui sont massacrés ici et là, tout juste à douze heures d'ici en avion. Cela nous occasionne-t-il des difficultés? Je pense que oui. Je pense que ce pays a déjà atteint le stade de l'humanité, a déjà saisi l'essence de la déclaration de Kofi Annan dans *We, the People*, un document fondamental du millénaire.

3. Une révolution dans l'engagement du public :

Nous sommes également entrés dans une ère de révolution dans l'engagement du public, dans l'intérêt manifesté par les peuples et les personnes à l'égard de nos institutions. En 1968, toutes les personnes de moins de 30 ans essayaient de démanteler ces institutions, brandissant le slogan « On ne peut faire confiance à toute personne de plus de 30 ans ». De nos jours, on constate un questionnement plus soutenu de nos institutions et une demande de transparence. L'instrument, ce sont les médias, incités par des gens qui ne se contentent pas simplement d'accepter le fait que les institutions conservatrices sont là pour le bénéfice de tous. Songez à ce que nous, dans les forces militaires, avons dû subir dans les années 1990 pour avoir fait preuve de réserve. Le vieux principe de placer un lieutenant devant la porte pour déclarer que « le général ne fait aucun commentaire » ne fonctionne désormais plus. On exige de la transparence dans ce que nous faisons ici, à l'intérieur de ce pays, et dans ce que nous faisons à l'extérieur. Certaines personnes déplaisantes diront que cette transparence dans les communications, ce désir de savoir tout ce qui se passe et cette utilisation accrue des médias connaîtra son point culminant le jour où vous aurez un commentaire courant au sujet d'un soldat dans une tranchée qui reçoit une balle entre les yeux.

Comment pouvons-nous équilibrer cette dimension de la transparence et nous assurer qu'elle ait un effet plus positif que négatif? Je crois que son effet est plus positif. Il y a moins de boniments; il y a des déclarations plus réfléchies qui satisfont les gens, plutôt que d'entendre simplement : « Faites-moi confiance, car je suis meilleur juge. » Les généraux sur la Colline [parlementaire], avec leurs médailles, disant aux politiciens : « Faites-moi confiance » sont un phénomène des années 1950, mais l'ascendance des généraux de cette époque est désormais révolue. Je ne regrette pas qu'elle ait disparu. Je me rappelle ce que les militaires ont fait lors de la crise des missiles à Cuba en 1962, alors que nous avons commencé à mobiliser avant que le ministre de la Défense soit au

courant de ce qui se passait, parce que nos amis du Sud se faisaient très pressants. Cette fois-ci, ce n'est du tout ce que nous faisons.

4. Une révolution dans les systèmes d'information :

L'exercice de transparence continuera d'évoluer avec la révolution dans l'information. La révolution dans les systèmes d'information sera tellement répandue qu'elle sera comme l'air, que ce sera comme être dans l'eau. Nous avons fait une analyse prospective de l'utilisation des systèmes d'information à travers le monde, et nous en avons conclu qu'en 2020 ou environ, nous disposerons de systèmes tellement interconnectés que cela remettra en question nos méthodes classiques de prendre des décisions et de trouver des solutions, c'est-à-dire notre raisonnement déductif. Cela mettra en doute l'efficacité de notre ancienne méthode à traiter toute la gamme de ce à quoi nous serons confrontés à ce moment-là. Aucun des scientifiques auxquels nous avons parlé de cette thèse n'est tombé en bas de sa chaise. Mais sommes-nous tous engagés sur cette voie pour tirer avantage de cette révolution, ou accusons-nous un certain retard, tout en espérant que la situation n'échappe pas à notre emprise?

Où est la grande stratégie?

Ces quatre révolutions ont changé tellement de choses dans les années 1990, et elles deviendront de plus en plus ciblées, et nous verrons apparaître des génies ou des hommes d'État capables d'articuler une vision et de nous guider dans le cadre d'une stratégie d'orientation de notre pays et des autres pays.

Cependant, j'ai prononcé des allocutions dans un certain nombre d'institutions, universités, collèges militaires, collèges d'état-major et groupes de réflexion aux États-Unis, et je pose la question suivante : « Vous êtes maintenant la puissance mondiale. Je ne sais pas si vous travaillez à un *Pax Americana*, mais vous êtes la puissance mondiale. À quoi la grande stratégie des États-Unis aspire-t-elle dans cette époque? Qu'attendez-vous que les historiens disent au sujet de cette puissance mondiale à cette époque-ci? » Il n'y a pas de réponse. On me regarde poliment, et on ne me répond pas. Pour quels accomplissements une puissance mondiale évoluant dans l'exercice de la mondialisation veut-elle être reconnue dans le futur, à quels progrès veut-elle être associée? Faire plus d'argent? La technologie? Y a-t-il quelque chose de plus profond que cela? Et à la question : « Y a-t-il quelque chose de plus profond que la technologie et l'argent? », il n'y a souvent pas de réponse.

Il nous faudra vivre une époque où nous connaîtrons des pertes, des pertes réelles. Il y aura des pertes économiques, comme l'expriment certains, et des pertes dans notre sentiment de sécurité. Il y aura des pertes dans la manière dont nous percevons le monde; il y aura des pertes occasionnées par notre implication dans certaines régions du monde. Et, j'en ai bien peur, il y aura des pertes parmi les centaines de milliers de personnes innocentes qui vivent dans les pays en développement. Délaissées, maltraitées et renvoyées au bas moyen âge. Je crois que des moyennes puissances comme la nôtre sont

capables de s'assurer que nous ne tomberons pas dans le piège de l'intérêt personnel international, de l'égoïsme et de l'intérêt focalisé sur soi dans une position isolationniste.

Si nous pouvons voir ce qui s'est passé en raison des extrémistes, des adversaires qui sont passés au radicalisme en raison d'une diversité de facteurs, alors l'un des principaux domaines que nous devrions promouvoir de manière stratégique au plan humain est le développement, l'éducation, l'éradication des armes légères, la destruction des noyaux qui utilisent et maltraitent les enfants en période de guerre et dans les régions touchées par la guerre. Nous devrions tripler, multiplier par dix nos efforts dans les pays qui souffrent en raison de ces conflits, pour nous assurer que les enfants recrutés ne se développent pas pour en venir à créer un monde d'insécurité pour nos enfants et nos petits-enfants (dans ce cas-ci, pour nos petits-enfants, bien sûr! Et je le dis très poliment.)

Si nous ne nous penchons pas sur des problèmes comme ceux des enfants touchés par la guerre, des enfants soldats, du recours à la force; si nous permettons que le million d'enfants qui se trouvent dans des camps de réfugiés et de personnes relogées en Afghanistan voient l'utilisation de la force et écoutent les idéologies qui sont exprimées d'une manière extrémiste; si nous ne pouvons éliminer l'impunité associée à l'utilisation des enfants en temps de guerre, alors nous garantissons des quantités massives de recrues pour les prochaines séries de conflits. Et dans cet état d'insécurité, nous nous dirigeons à long terme vers une ère ténébreuse. Si nous poursuivons les exercices tactiques actuels et oublions notre mission de sortir ces gens de leur pauvreté, si nous n'investissons pas dans leur éducation et ne les aidons pas à établir des systèmes judiciaires, à développer la capacité de prendre en charge leur propre avenir, à protéger leurs modérés, alors nous ne sommes pas différents de tous les autres qui ne peuvent porter assez de bannières étoilées pour se sentir Américains.